

20574 - Rochonvillers.

Cantons de Hettange-Grande en 1790, d'Oeustrange en l'an III et de Cattenom à partir de 1802. Réunie à Ottange de 1812 à 1833. Annexe de la paroisse d'Ottange.

1727 - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé, 31 décembre 2021.

20574/1

Administration générale.

1812 - 1870

Comptabilité.

Dépenses : observations et approbation du vote de dépenses imprévues (1847) ; autorisation donnée au maire de mandater seulement 120F à l'aubergiste Pierre Clause pour payer les consommations au cours de l'incendie de la maison de Nicolas Sauren en décembre 1860 (1860, 1861).

Recettes : approbation de l'augmentation du taux de la rétribution scolaire à 7F par an (1863) ; rôles des redevances sur les portions communales et d'affouage (1865-1870).

Secours à la fabrique.

Approbations des sommes votées par le conseil municipal s'élevant à 100F pour les frais de culte (1837), à 409,15F pour payer les ornements fournis par le marchand Champigneulle de Metz (1842, 1843), à 128F pour acheter une chape noire et une lampe (1844), à 947,27F pour acheter un maître-autel, une grille de communion et divers autres objets provenant de l'église de Fontoy (1857), à 200F pour payer l'établissement d'armoires dans la sacristie pour protéger les ornements du culte (1857) et à 350F pour acheter des ornements (1859).

Réclamation de Nicolas Greff, président du conseil de fabrique de la paroisse Saint-Eucaire de Metz, tendant à obtenir le paiement de l'autel en marbre vendu à la fabrique de Rochonvillers (1857, 1858).

Personnel.

Autorisation de payer 133,33F au chantre Nicolas Bissetet pour traitement arriéré (1826).

Approbation de la délivrance d'un lot d'affouage au pâtre (1857).

Desservants : rejet des pétitions des habitants tendant à faire annuler leurs contributions au traitement du desservant d'Ottange attendu que Rochonvillers est desservie par le vicaire non déclaré Michel Heininger (concerne aussi les réparations de l'église, 1812) ; approbation de la réclamation de l'ancien vicaire Schmit tendant à obtenir la jouissance de la récolte d'un arpent de terres (1828) ; autorisation de payer un supplément de traitement de 64F au desservant de Rochonvillers (1837).

Instituteurs : autorisation donnée au maire d'Ottange de payer 90F pour le contingent dû sur le traitement de l'instituteur-chantre de Rochonvillers (1830) ; instruction de la réclamation du conseil municipal tendant à obtenir le remboursement de l'affouage attribué à l'ancien instituteur Jean Belfort (1849, 1850).

Gardes champêtres : démissions de Jean-Baptiste Degrelle remplacé par l'ancien militaire et manoeuvre Jacques Ledellinger (1854), de Ledellinger et du sergent de police François Clause remplacés par Henry Bellanger (1856, 1857), de Bellanger remplacé par l'ancien militaire Jean-Nicolas Courtois (avec commission de Bellanger 1857, 1858), de Courtois remplacé par le manoeuvre Nicolas Bellinger (1860) et de Bellinger remplacé par le préposé des douanes en retraite Hubert Charry d'Ottange (1864).

20574/2 - 20574/3 Biens communaux.

1727 - 1870

20574/2

Abornement, propriété, exploitation, réseaux d'eaux, forêt communale.

1727 - 1869

Abornement.

Instruction sur la délimitation d'un petit bois appartenant à 46 habitants de Rochonvillers et contigu à la propriété du sieur Holstein (1822).

Propriété.

Achat d'une remise au tonnelier Bernard Erpeldinger et emploi des matériaux de la démolition à l'entretien du chemin traversant le village (avec plan, 1845).

Exploitation.

Autorisations de louer un terrain de 7 hectares pour financer le traitement du vicaire (1826, 1835).

Instruction sur le projet du conseil municipal de partager à vie un terrain loué moyennant une redevance annuelle (1844).

Approbation du procès-verbal de location des portions du vicaire Pincemaille à son initiative (1858).

Procès-verbaux d'adjudications de la pâture des herbes des chemins (1865-1869).

Terrains boisés non soumis au régime forestier : autorisations de vendre la coupe du canton Proleck (1827), le canton Schenergrand pour financer la construction de l'école (1830, 1831), une lisière au canton Guirdel pour financer le contingent sur la construction du chemin de grande communication n° 10 de Thionville à Havange (1837), 1,10 hectares situés dans le canton Proleck (1838), 2 hectares au canton Chaergoutte (1843), une haie de 15 ares au canton Guirdel (1849), 2,32 hectares au canton Proleck (1849), 2,19 hectares au canton Chaergoutte (1851) et une futaie située au canton Proleck (1860, 1861) ; avis de l'inspecteur des forêts ne pas intervenir concernant la demande d'exploitation de 17 ares de ramilles au canton Guirdel (1858) ; autorisations de vendre les bois indûment coupés par le sieur Simon, adjudicataire de la coupe d'un taillis au canton Guirdel (1859) et de défricher 4,72 hectares de bois situés dans les cantons Proleck, Guirdel et Schaergoutt (1861-1863) ; paiement des travaux de défrichement exécutés par Joseph Sauren (1865).

Réseaux d'eaux.

Réclamation du cultivateur Jean-Pierre Watrin contre la reconstruction du gué de Merten et refus d'autoriser la commune à faire vider cet abreuvoir pour le remettre en service après sa suppression pendant l'épidémie de choléra en 1854 (avec croquis et plan, 1855, 1856).

Construction d'un abreuvoir : projet dressé par le conducteur des ponts et chaussées Beuvelot, opposition du cultivateur Jean-Pierre Watrin et approbations du devis et du procès-verbal d'adjudication des travaux (avec plan, 1861, 1862) ; rejet de la réclamation de Watrin contre l'agrandissement projeté pour établir un lavoir dans le réservoir en construction (avec plan, 1862) ; approbation du devis supplémentaire (avec croquis, 1862) ; réception et paiement des travaux exécutés par Jean-Pierre Bettembourg (1863)

Instruction ordonnant de combler la mare située près de l'école (1868).

Forêt communale.

Projet de transaction avec le comte de Hunolstein pour qu'il réintègre la propriété d'un petit bois appelé Schneybusch acensé à la commune (1813).

Rejet de la proposition du conseil municipal de retirer la surveillance des bois au garde Harmand pour la confier au garde champêtre (1851).

Aménagement : procès-verbaux de placement du quart en réserve et des divisions des bois de la communauté (1727, 1728) ; état des cantons des numéros des bornes du triage d'Ottange (avec croquis, 1849).

Quart de réserve : décret ordonnant l'adjudication de 8,82 hectares (concerne aussi Mégange, an XIV) ; autorisation de vendre 8,83 hectares (1826), les bois blancs et les brins sur 4,50 hectares (1845), 14 charmes, quatre chênes, un hêtre et un érable dépérissants (1846) et les produits d'une coupe de nettoyage (1846-1849) ; avis favorable à une demande d'autorisation d'exploitation (1854) ; approbation de la délibération proposant de faire remise de l'indemnité due par Louis Herrgott de l'usine Sainte-Claire de Villerupt, adjudicataire de la coupe extraordinaire (1856, 1857) ; autorisation donnée au garde forestier Harmand de cultiver 16 places à charbon dans la coupe à charge de repeuplement en jeunes chênes (1858).

Coupe affouagère : instruction approuvant la réclamation de François Moreau tendant à être indemnisé d'une coupe achetée aux habitants de Nondkeil en 1814 (1815) ; autorisations de vendre la futaie surnuméraire (1823), la futaie pour financer la refonte de la cloche (1824) et la coupe de l'exercice de 1835 pour payer les dettes résultant de l'achat de l'école (1834) ; autorisations de procéder à des opérations périodiques de nettoyage (1850) et d'exploiter trois coupes par forme de nettoyage (1851) ; instruction sur une demande de délivrance de coupe et sur la diminution à 20 ans de la durée de révolution des coupes (1854) ; rejet de la réclamation du sieur Degrelle aîné et consorts contre le partage de la coupe en lots et observations sur les prochaines adjudications de travaux d'exploitation (1856) ; autorisation d'exploiter 56 ares par anticipation (1864) ; extrait du procès-verbal de vente des arbres et des ételles (1865) ; autorisations de réunir des chablis à l'affouage (1852, 1867) ; adjudications et paiements des travaux de division et d'exploitation et de confection de fossés exécutés par Xavier Clausse et Nicolas Thil (1864, 1865), Jean-Nicolas Courtois (1865, 1866), Mathias Ettinger (1866, 1867) et les bûcherons Nicolas et François Gretten (1867-1869).

Ventes et délivrances de produits : instruction sur une demande d'autorisation de vendre des bois rabougris (1822) ; autorisation de vendre une haie située en lisière (1826, 1827) ; renoncement des habitants à la délivrance de 100 bottes d'épines (1848) ; autorisation d'exploiter des chênes et des hêtres dépérissants en lisière (1850) ; refus d'autoriser la délivrance extraordinaire d'arbres dépérissants en lisière pour chauffer l'école et proposition d'employer une partie de l'affouage (1854) ; délivrances d'un hêtre et

de trois charmes pour chauffer les classes (1854, 1860), de chablis pour chauffer la mairie et les salles d'école (1860, 1861), de produits d'élagages au berger Thil (1860, 1862) et d'un charme et un hêtre moderne pour le chauffage du garde forestier (1864).

20574/3

Lots de portions communales.

1773 - 1870

Mode de jouissance.

Instruction ordonnant de faire délibérer le conseil municipal sur la proposition de plusieurs habitants tendant à obtenir la modification du mode de jouissance (1848).

Instruction sur le rejet par le conseil municipal du projet de modification du mode de jouissance (1855).

Rejet de la proposition d'abrogation d'une partie des dispositions de l'édit de juin 1769 (1865, 1866).

Pétitions d'habitants.

Contestation entre Jean Haux et François Bisseret à propos de la jouissance du lot laissé vacant par Nicolas Clause : arrêté approuvant la plainte de Jean Haux et le maintenant en jouissance en dépit de la réclamation de Bisseret (an VIII) ; rejet de la pétition de Bisseret tendant à faire rapporter l'arrêté précédent (an VIII) ; mémoire de Bisseret et instruction sur sa pétition au ministre des finances (s. d.).

Rejets des réclamations de Philippe Degrelle pour obtenir une portion de contenance égale aux autres (an XII) et de Jacques Clause tendant à obtenir la portion vacante de Pierre Clause attribuée à Nicolas Schmit (an XIV).

Refus d'attribuer à Bernard Laick la portion délaissée par ses parents (1818) et à Catherine Schlemmer le lot délaissé par son père (1819).

Attribution d'un lot vacant à Philippe Degrelle afin qu'il restitue la jouissance du lot affecté au vicaire (1821).

Contestation entre Marguerite Degrelle, épouse de Luc Erpeldinger, et des soeurs, à propos du lot laissé vacant par son défunt père (1825, 1826).

Décisions du conseil de préfecture.

Attributions à Anne Schmitt, femme de Michel Vebert, du lot délaissé par sa défunte mère (1824) et au cultivateur Jean Clause du lot délaissé par Anne Gaché, veuve de Jean Clause, au détriment de Madeleine Clause, épouse Kreicher (1848, 1849).

Rejets des réclamations de Jacques Haux et maintien en jouissance de son frère Pierre Haux (1826, 1829), de l'étranger naturalisé Jean Hilbert, menuisier originaire du duché du Luxembourg, tendant à obtenir la portion délaissée par Jean Frantz et attribuée à Nicolas Frantz (1829, 1830), de Pierre Clause tendant à obtenir la portion délaissée par sa belle-mère et attribuée à Madelaine Haux (1829-1833), de Jean Schlemmer tendant à obtenir la portion délaissée par son père (1831, 1832), de l'ancien militaire Nicolas Laick tendant à obtenir la jouissance des portions délaissées par sa mère ou sa belle-mère (1831-1833), du jardinier Jean-Pierre Erpeldinger de Lagrange à Thionville tendant à obtenir les portions délaissées par sa mère et attribuées au cultivateur Nicolas Frantz (1838), de Pierre Bettembourg tendant à obtenir la portion délaissée par sa mère et attribuée à Nicolas Schmitt (avec testaments de 1836, 1840, 1841), de Catherine Degrelle, veuve de Jacques Laurent, tendant à obtenir les portions délaissées par Jean Berton et attribuées à Catherine Gredt (1843), du manoeuvre Pierre Bettembourg tendant à être réintégré en jouissance du lot délaissé par sa mère (1847) et de Catherine Degrelle, veuve de Jacques Laurent, tendant à obtenir les portions délaissées par Marguerite Haux et attribuées au maréchal-ferrant Jacques Haux (1847).

Réclamations de Nicolas Bisseret : mise en jouissance de Jeanne Bisseret au détriment de son frère Nicolas Bisseret et de Jacques Clause (avec arrêtés du conseil de préfecture de 1829 et 1836, copies de documents sur la carrière militaire de Bisseret de l'an XI et 1806, extraits d'actes sur ses parents de 1785 et 1788, acte de partage de 1773, 1835-1837) ; décision du Conseil d'Etat rejetant la requête de Nicolas Bisseret tendant à obtenir l'annulation de l'arrêté de 1837 maintenant en jouissance sa soeur (1839, 1840) ; rejet par le conseil de préfecture de la demande de Bisseret tendant à obtenir la portion de Jean-Pierre Sauren à titre d'indemnité (1841, 1842) ; décision du conseil de préfecture ordonnant la mise en jouissance de Nicolas Bisseret (1842).

Autorisation donnée à la commune d'ester en jugement sur l'action que se propose d'intenter Nicolas Bellinger afin d'obtenir la jouissance du lot délaissé par sa mère et attribué à son frère maçon Henry Bellinger (1867, 1868).

Décisions du conseil municipal.

Rejet de la délibération attribuant au veuf Pierre Molin le lot de son épouse Catherine Hilbert et mise en possession du maréchal-ferrant Pierre Strahlen pour son épouse Marguerite Molin (1864).

Rejets des réclamations de Jean-Nicolas Rouillon à propos de son rang d'ancienneté (1854), de l'étranger naturalisé Nicolas Thil, manoeuvre originaire du duché du Luxembourg (avec copie de l'acte d'admission à domicile en France de 1829, 1856), de Jean-Baptiste Schmit tendant à obtenir le lot vacant de son père attribué à la fille puînée Marie Schmit (1857) et du cultivateur François Haux tendant à obtenir la jouissance du lot vacant de Catherine Clause attribué à Jean-Pierre Berton pour son épouse (1869).

Attributions de la portion délaissée par Nicolas Kinge à Catherine Schmitt, veuve Bellinger (1856), de portions vacantes au cabaretier Jean Clausse, aux manoeuvres François Clausse et Pierre Bettembourg, au cultivateur Nicolas Sauren et à Marie Croux, veuve de Jean Laurent (1856), de portions délaissées à Pierre Clausse (1856), François Haux (1856) et Jean-Pierre Kreicher aîné (1856), du lot laissé vacant par Madeleine Vürth, veuve de Nicolas Clausse, à François Clausse (1856), du lot vacant de son père au manoeuvre Jean-Nicolas Courtois (1858), du lot délaissé par sa belle-mère à Bernard Erpeldinger (1858), de lots vacants à Elisabeth Thil, veuve de Pierre Bettembourg, François Haux, Nicolas Taite et François Mouraux (1858, 1859), au charron Nicolas Metten, à l'aubergiste Pierre Clausse, aux cultivateurs François Mouraux et Nicolas Sauren et au manoeuvre Nicolas Thil (1859) et à Nicolas Taite, Nicolas Thil, Jean-Pierre Kreicher aîné et Henri Bellinger (1860), du lot délaissé par son père à Pierre-Ferdinand Schmitt (1861), de lot délaissé par sa belle-mère à Jean Haux (1862), de portions vacantes à Nicolas Sauren, Henri Bellinger, François Haux et Jean-Nicolas Frantz (1864), des lots délaissés par leurs mères à Jean-Pierre Bettembourg (1865) et à Nicolas Rode (1867), des portions vacantes de Nicolas Thil à Jean-Nicolas Frantz et Jean-Pierre Kreicher (1867), du lot délaissé par sa belle-mère à Henry Kreicher aîné (1867), de la portion délaissée par Marguerite Degrelle à Jean-Pierre Kreicher aîné au détriment de Pierre Molin (1868, 1869), de portions vacantes à Catherine Vilhelm, veuve de François Mouraux, au cultivateur Jean-Pierre Kreicher jeune et à Nicolas Vébert (1869), du lot délaissé par son beau-père à Jean-Pierre Frantz (1869), de portions vacantes à Henry Bellinger et Nicolas Vébert (1870) et du lot délaissé par Marguerite Molin, épouse de Pierre Strahlen, à François Haux au détriment de Catherine Vilhelm, veuve de François Mouraux (1870).

20574/4

Bâtiments communaux.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1867

Protection.

Police d'assurance à la Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie (1866).

Equipement.

Approbation du traité de fourniture d'une cloche passé avec le fondeur Perin Martin de Robécourt dans les Vosges (1864).

Paiement de 170F au charpentier Choemel de Boulange pour fourniture de la monture de la nouvelle cloche (1865).

Entretien général.

Devis de l'architecte Jean-Nicolas Bertrand de Thionville estimant les travaux les plus urgents (an XI).

Réparations de l'église et reconstruction du presbytère : approbation du projet de l'architecte Bertrand et autorisation de reconstruire le presbytère et de réparer les toitures de l'église et du clocher (1809) ; projet de financement des travaux à exécuter pour réparer l'église et reconstruire le presbytère (avec rôle de répartition, 1817, 1818).

Autorisation de réparer l'église et l'école (1836, 1838).

Paiements des travaux à l'école et au cimetière exécutés par le maréchal-ferrant Jacques Haux et le menuisier Jean Haut et du manoeuvre Nicolas Humbert pour le sciage du bois de chauffage délivré pour l'école (1847).

Ecoles.

Construction : instruction sur les modalités à suivre pour solder la dépense (avec plan, devis et procès-verbal de réception des travaux, 1823-1826) ; autorisations de faire exécuter les travaux par économie (1824), d'emprunter 1800F au bailliste des forges d'Ottange Hyppolite Trotyanne (1823, 1824) et de toucher le remboursement de 2100F placés au Trésor pour rembourser l'emprunt (1828).

Nouvelle école : autorisations d'acheter une maison appartenant à Jean Bivert et d'emprunter 769F (1831, 1832) ; approbations du détail estimatif des travaux d'appropriation rédigé par l'architecte Léon Laydecker de Thionville (avec copie d'une délibération de 1834, 1843), du devis et du procès-verbal d'adjudication de la confection des meubles à Jean-Baptiste Schneider (1845).

Réparations et agrandissement : rapport de l'inspecteur d'académie Hanriot, approbation du devis rédigé par Laydecker pour agrandir les salles et établir des lieux d'aisance et adjudication des travaux au rabais au maçon Pierre Chrystiany d'Entrange (1857, 1858) ; instruction ordonnant que le receveur de l'enregistrement de Cattenom enregistre le procès-verbal d'adjudication des travaux (1858) ; approbation d'un devis supplémentaire de mise en état (1858).

Paiement du ferblantier Jean-Nicolas Foulot de Havange pour construction de chenaux (1867).

Eglise.

Autorisation de réparer l'édifice, adjudication des travaux à Pierre Goeury et remboursement de 1480,47F placés au Trésor (1820-1822).

Réparations d'une partie de la toiture par le sieur Gury (1827).

Estimation, adjudication des travaux et paiement des travaux de réparations et de changements exécutés par le menuisier Jean Haut (1846).

Reconstruction : renoncement des habitants au partage des terres dites de la Petite Zagne opéré en 1845 (1847, 1848) ; vente d'un terrain de 5,46 hectares situé au canton de la Petite Zagne (avec plan, 1850-1852) ; rejet de la demande tendant à obtenir l'autorisation d'aliéner une rente sur l'Etat de 91F (copie de l'inscription de 1819, 1851, 1852) ; approbation du projet rédigé par l'architecte Laydecker et approbation partielle du procès-verbal d'adjudication des travaux à Nicolas Schmitt (1851-1853) ; délibération du conseil de fabrique demandant un secours à la commune (1852) ; refus d'approuver le vote de 489,25F au profit du notaire Marchal de Thionville (1853) et d'autoriser le dépôt dans son étude des fonds provenant de la vente du terrain (1853) ; approbation de la réduction de 250F opérée sur le rôle des prestations volontaires (1853) ; autorisation d'établir un rôle de redevances de 3034,70F (1854) ; refus d'autoriser la commune à traiter pour l'achat d'une cloche avant le versement du secours ministériel (1854) ; observations du ministre de l'instruction publique et des cultes sur le projet, approbation du devis supplémentaire et demande de versement du secours (184) ; délivrance d'un secours ministériel de 1500F (1852-1856) ; extrait du procès-verbal de réception des travaux et décompte final (1857) ; devis et détail estimatif des changements ordonnés (1857).

Approbations de l'adjudication des travaux de confection de bancs et d'un confessionnal à François Mengin de Fontoy (1857) et du devis de construction d'un garde-corps en fonte le long de l'escalier (1859).

Paiement de 200F au peintre-verrier Charles Lejail de Metz pour les travaux de remplacement de huit mètres superficiels de croisées (1867).

Presbytère.

Refus d'autoriser la construction d'une maison de cure pour le vicaire de Rochonvillers (1823).

Approbation du devis des réparations (1850) et procès-verbal de réception des travaux exécutés par Louis Wéber (1850.)

Approbation de l'adjudication au rabais des travaux de réparations au maçon Jaques Tise de Havange (1856).

Autorisation de faire exécuter les travaux d'appropriation (1857).

Approbation du devis de construction d'un puits (1859).

20574/4/1

Projet de construction d'une école à Rochonvillers.

Plan, coupe et élévation dressés par l'architecte Derobe fils.

1824